



Cher·e·s Camarades,

Avant toute chose, je voudrais présenter, à celles et ceux auxquels je n'ai pu encore le faire, mes vœux de bonheur, de santé, de réussite pour cette année 2019.

Je souhaite aussi formuler des vœux pour notre parti. Pour lui, comme pour notre peuple, la nouvelle année va être marquée par des enjeux déterminants.

Pour laisser le maximum de temps à la discussion, je me limiterai ce matin à deux points : la crise que traverse notre pays et les réponses que celle-ci appelle de notre part ; et le contexte européen en vue des élections du 26 mai prochain.

Sur le premier aspect, je ne répéterai pas en quoi nous vivons un moment historique.

Plus qu'une crise sociale, nous avons affaire à une crise qui est devenue politique et institutionnelle.

Le mouvement des gilets jaunes, avec toutes ses contradictions, a mis en évidence la profondeur des aspirations populaires, à l'égalité sociale, à la justice fiscale, à une démocratie citoyenne.

Il a révélé, à ceux et celles qui l'avaient trop longtemps ignoré, l'importance de la colère des territoires oubliés de la République.

Il a mis en évidence le rejet d'un Président des riches qui a multiplié les cadeaux en faveur des grandes fortunes et du capital quand l'immense majorité des français est appelé à faire des efforts.

Ce mouvement s'inscrit dans une colère sociale qui monte désormais de toute part : dans les entreprises confrontées au despotisme des actionnaires, dans la santé asphyxiée par l'austérité, dans la justice menacée par la réforme Belloubet, dans l'Éducation nationale saignée par une politique de classe, dans la fonction publique visée par un plan massif de suppressions de postes, parmi les retraité·e·s au pouvoir d'achat en berne, chez les agriculteurs en butte à l'agro business, chez les lycéen·nes et les étudiant·e·s... J'arrête là l'énumération.

Cette même colère, on la retrouve chez les élu·e·s locaux, chez les élu·e·s ruraux comme parmi les maires des banlieues et des territoires péri-urbains. Elle s'exprime à travers l'engagement croissant d'hommes et de femmes dans l'action pour la justice climatique et contre l'inaction de gouvernements enfermés dans leurs dogmes austéritaires.

Bref, la colère est globale. Elle met en cause des politiques libérales dont les citoyens, les travailleurs, les peuples ne veulent plus.

Bien sûr, elle se manifeste en une très grande diversité de revendications, et elle n'est pas exempte de contradictions. Elle n'en est pas moins, désormais, une réalité durable.

Nous l'avions dit dès le 38^e Congrès, nous l'avions répété lors du conseil national de décembre, les communistes ont toutes les raisons de pleinement s'engager dans toutes ces mobilisations qui posent la question d'une meilleure répartition des richesses et d'une plus grande démocratie.

Nous sommes le parti qui favorise en toute circonstance l'intervention populaire. Le parti qui agit en faveur de la convergence des revendications et des luttes. Le parti qui désigne les responsabilités – trop souvent oubliées – du Medef. Le parti qui contribue à la politisation des mobilisations, qui avance des propositions en rupture avec les logiques capitalistes dominantes, qui favorise, par l'action et le débat, la recherche de solutions de progrès à la crise.

Nous sommes également le parti de la révolution démocratique qu'appelle le soulèvement populaire. Il nous faut mettre dans le débat public nos propositions en faveur d'une VI^e République dont le « référendum d'initiative populaire ». Car il n'a jamais été aussi indispensable d'en finir avec le présidentielisme, de redonner au Parlement sa place première. De changer le mode de scrutin grâce à la proportionnelle. De permettre à nos concitoyen·ne·s de disposer de nouvelles possibilités de débattre, avec le référendum, des choix politiques effectués en leur nom. De faire entrer la République à l'entreprise, afin d'ouvrir aux salarié·e·s de nouveaux droits d'intervenir sur l'organisation et les finalités de leur travail.

Tout cela, nous allons le porter en allant à la rencontre de la population et des travailleurs mobilisés, notamment avec notre campagne pour le pouvoir d'achat et la pétition qui est toujours d'actualité.

Mais aussi en nous engageant pleinement dans toutes les mobilisations. Que cela soit les manifestations du samedi, à chaque fois que ce sera possible, en travaillant particulièrement à la convergence des combats. Ou dans les rendez-vous qui s'annoncent de la part des organisations syndicales, telle que la journée d'action et de grèves du 5 février.

Ne sous-estimons cependant pas le pouvoir en place. Il n'a en rien renoncé à sa politique de casse sociale.

On voit déjà comment, utilisant les violences commises par quelques individus, il ne cesse de durcir l'action policière contre les manifestations et s'efforce de criminaliser leurs participants. Ce qui a préparé le terrain à la présentation du fameux projet de loi dit

« anticasseurs », véritable législation d'exception, qui met gravement en cause la liberté de manifester.

Si la révolte populaire a contraint le président de la République à annoncer un « grand débat national », il cherche à en verrouiller totalement le cadre. Il s'emploie à l'instrumentaliser pour reprendre la main, à diviser le pays, à rassembler l'électorat de droite contre le mouvement social. Chaque passage du Président de la République dans un de ces débats devient un meeting pour défendre sa politique, une opération de communication. Cela devient un véritable Macron show, un Macron tour, sponsorisé par les quelques chaînes de tv qui bousculent leur programme pour des retransmissions en direct de 6H !

Ne laissons pas le Président de la République détourner les véritables aspirations populaires. Ne laissons pas ces débats se dérouler sans perspective derrière. Créons les conditions pour que les exigences exprimées par le pays envahissent ces débats et se traduisent aussi en actes concrets.

Pour le dire autrement, pouvoir d'achat, hausse des salaires et des pensions, redistribution des richesses, lutte contre l'évasion fiscale, redéploiement des services publics, mise en cause du coût du capital pour notre société, justice climatique, égalité des territoires, défense des libertés et singulièrement du droit de manifester, nouvelle République démocratique et sociale, refus des diktats austéritaires européens : voilà autant de priorités mises en avant par le mouvement populaire, qui doivent demeurer au cœur du débat. Et, plus encore, qui doivent se traduire en propositions précises.

Subvertir le « grand débat national », c'est nous y impliquer pour déjouer les manipulations présidentielles. Et c'est tout autant le déborder, pour favoriser de manière indépendante l'échange citoyen. Les initiatives prises par nos élu·e·s dans ce sens seront un levier essentiel.

C'est dans cet esprit que nous avons appelé, avec *l'Humanité*, à élaborer partout des « Cahiers d'espoir ». Ce sont les nouveaux « cahiers de doléances » de ce XXI^e siècle... Où chacune et chacun pourra s'exprimer, faire état de ses revendications, avancer des solutions qui correspondent aux besoins les plus urgents de notre peuple.

L'objectif est aussi de nourrir ce processus de nos propres propositions.

Nous proposons pour cela deux rendez-vous.

D'abord avec la campagne que nous avons lancée en novembre sur le pouvoir d'achat, qui est toujours d'actualité. Il faut la poursuivre et lui donner de l'écho. Sur les marchés, devant les grandes surfaces, dans les quartiers, dans les entreprises quand c'est possible, nous pouvons continuer de la faire signer. Et le 15 février, devant les préfectures, les sièges du Medef, les chambres consulaires, nous pouvons déposer ces pétitions.

Celle-ci pourrait avoir lieu le 16 mars. Nous vous proposons de rassembler les pétitions, les cahiers d'espérances, les compte-rendus des débats et les propositions que nous défendons, pour les remettre au gouvernement. Ce sera l'occasion d'une grande initiative nationale, avec nos élu·e·s dont nos parlementaires du Sénat, de l'Assemblée et du Parlement Européen pour verser au débat public dix propositions pour la France, accompagnées des propositions de loi correspondantes.

La discussion de ce matin doit nous permettre d'échanger sur cette démarche et ce calendrier, à partir de l'expérience de nos différentes fédérations.

Car la démarche que je viens d'exposer vise à construire une perspective progressiste à la révolte sociale qui s'exprime dans notre pays.

Ce mouvement populaire, à l'ampleur inégalée depuis Mai 68 et qui a ouvert une crise majeure au sommet de l'État, trouvera un débouché politique. Mais lequel ? Et nous sommes actuellement sur le fil du rasoir. Ou c'est à gauche que se créera une dynamique de changement, ou c'est au profit de l'extrême droite et de forces ultra réactionnaires que se dénouera la situation.

On voit déjà les chapelles porteuses d'une idéologie nauséabonde s'agiter. Le *Journal du Dimanche*, pour sa part, rendait compte, la semaine dernière, d'une rencontre des divers réseaux fascisants, racistes et antisémites, qui s'emploient à dévoyer la révolte du pays. Le chef d'un des groupuscules présents y disait qu'il « *convient d'orienter le mouvement* », dans le sens, je le cite toujours, d'une lutte « *du travail contre les spéculateurs, des familles contre les transgenres et LGBT et les cosmopolites* ». Et un autre de surenchérir : « *L'épuration, c'est le point névralgique.* » Cela rappelle des heures bien sombres...

J'ai déjà eu l'occasion de le dire, il y a des points communs entre le moment politique actuel et les années trente.

À cette époque, de la crise économique, d'une spéculation financière source d'immenses scandales, du chômage de masse et de la souffrance sociale, du discrédit du système politique et de ses représentants, était née la confrontation, jusque dans la rue, entre la gauche et l'extrême droite, le mouvement ouvrier et le fascisme menaçant la République.

Ce fut alors l'apport irremplaçable, entre autres, du Parti communiste français que de savoir faire preuve d'audace et d'initiative. Il sut tendre la main à tous les français, sans distinctions - y compris aux artisans, aux commerçants, aux croix de feu - et à toutes les forces disponibles du peuple de France pour lui proposer de se rassembler autour de grades exigences de justice sociale et de démocratie. La gauche et les forces de progrès surent disputer la rue aux ligues factieuses. Cela conduisit au Front populaire.

Nous devons travailler à l'émergence d'un espoir, au retour des valeurs progressistes, de justices sociales. L'urgence nous commande de travailler au retour d'un espoir à gauche,

à partir des exigences qui s'expriment actuellement, à partir des exigences populaires. Elle nous appelle à la constitution d'une nouvelle Union du Peuple de France, pour le progrès, pour la justice, pour l'égalité, comme nous l'avons déjà portée dans notre histoire.

Ce rassemblement populaire, sur des propositions qui permettent de changer la vie et favorisent l'intervention directe des salarié·e·s, des citoyens et citoyennes, c'est l'ADN même des communistes. Mais aujourd'hui, dans l'état de marasme et d'éclatement où se trouve la gauche à la suite du quinquennat précédent, il serait illusoire de croire que cette Union populaire pourra naître, aujourd'hui, d'accords de sommet. Il doit d'abord se construire à la base, au plus près de nos concitoyens.

C'est dans la dynamique d'une mobilisation populaire, majoritaire, à partir d'exigences fortes de rupture avec les logiques capitalistes et libérales, qu'une nouvelle construction politique se fraiera un chemin et fera émerger une majorité politique dans le pays.

Hier, on disait : « *Pain, Paix, Liberté !* », pour appeler au combat contre les « 200 familles » symbolisant le grand capital. Demain, il faudra dire : « Pouvoir d'achat, répartition des richesses, démocratie ! », pour exprimer la nécessité de reprendre le pouvoir aux 500 familles, au MEDEF, aux banques et à la finance.

Les dix propositions pour la France, que j'évoquais à l'instant et qui pourraient émerger du débat citoyen, peuvent être le ferment du processus de rassemblement populaire à même de réveiller l'espoir du changement.

Parce qu'il ne se résigne pas à la disparition d'une alternative progressiste crédible, et parce qu'il veut être à la hauteur d'un défi historique, le Parti communiste entend donc s'engager dans une bataille politique de très grande ampleur. Elle doit être complémentaire, car elle l'est, de la bataille électorale dans laquelle nous nous trouvons d'ores et déjà engagé.

Le contexte dans lequel vont se dérouler les prochaines élections européennes ne fait que souligner les enjeux cruciaux dont je viens de parler, s'agissant de la France.

Il sera marqué par le Brexit, qui illustre à la fois la montée des nationalismes, du populisme et l'impasse de la construction capitaliste de l'Union Européenne.

Il faut rappeler que le Brexit est un fruit de la droite anglaise, une des plus libérales et réactionnaires d'Europe. Le débat du Brexit a été dominé par un débat en son sein pour savoir comment mieux exploiter les travailleurs et défendre les intérêts de la City dans ou en dehors l'UE. Avec, à la clé, une libération de la parole xénophobe et une augmentation des actes racistes.

Ce rejet de l'Union Européenne est ancré dans les classes populaires, victimes des politiques d'austérité menées par tous les gouvernements depuis Tony Blair. Rappelons ici que la Grande Bretagne est la 5^e puissance du monde où 40% des enfants vivent sous le seuil de pauvreté ! Ces classes populaires ont soutenu le Brexit par colère et par dépit. Mais leur sort ne va nullement s'améliorer avec ce Brexit dur, mené par l'ultra droite. Au contraire.

Si le scénario du « no deal » se concrétisait demain, ce serait catastrophique pour les emplois et le niveau de vie en Grande-Bretagne. Ce le serait tout autant pour les résidents étrangers, pour le respect des normes environnementales, pour l'avenir de la paix en Irlande. Et ce serait catastrophique en France pour les emplois dépendant des relations Outre-Manche, notamment dans l'industrie et la pêche.

Sur le Brexit, voici les 4 idées que nous vous proposons de défendre au nom du PCF :

1. La volonté souveraine du peuple britannique doit être respectée ;
2. comme le défend Jeremy Corbyn, le Brexit ne peut être le prétexte d'une nouvelle vague de mesures d'austérité en Grande-Bretagne ;
3. comme le défend le Sinn Féin irlandais, les dispositions des accords de paix en Irlande doivent être intégralement respectées ;
4. le gouvernement français doit prendre les mesures nécessaires pour protéger les travailleurs français des conséquences du Brexit : aucune suppression d'emploi ne peut être acceptée à cause du Brexit.

Cela dit, le Brexit dit beaucoup de la crise de l'UE.

Il va provoquer d'autres crises majeures en Europe, surtout dans le contexte de la crise financière qui s'annonce.

D'où le besoin d'une liste qui défende une tout autre politique pour l'Union Européenne.

Si sortir de l'UE ne résout aucun des désastres que les politiques néolibérales ont causés, le Brexit démontre également qu'il est indispensable de rompre avec la construction capitaliste de l'Union européenne. Pour l'emploi et les salaires, pour les services publics, pour le respect de la souveraineté des peuples, pour une autre politique de développement respectueuse de l'environnement.

Cela ne peut se faire qu'en mettant le respect de la souveraineté populaire au cœur de nouvelles coopérations entre les peuples et les nations d'Europe. L'idée, que nous avançons, d'une Europe de la coopération permet de rendre complémentaires le respect des choix des peuples et le besoin de nouvelles relations entre États, au service du progrès.

Un mot donc sur notre campagne :

Depuis juillet 2018, Pierre Laurent, au nom du PCF, avait proposé de construire, sur des bases politiques claires, un rassemblement large visant à la présentation d'une liste le 26

mai. Sans mettre de côté les questions de contenu, nous avons ainsi pris nos responsabilités, pour tenter de conjurer la menace de voir le débat français dominé par le duel entre La République en marche et le Rassemblement national, et pour répondre à la fragmentation de la gauche.

Nous sommes la seule force politique à avoir rencontré toutes les formations, pour envisager avec elles la construction d'une dynamique favorable au monde du travail et s'opposant à la logique des traités européens.

Depuis le congrès, nous avons de nouveau rencontré tous les partis de gauche et réaffirmé notre démarche. C'est avec Génération-s que les contacts sont les plus poussés. Même si lui, comme nous d'ailleurs, faisons le choix de rentrer en campagne. Place Publique, nouveau mouvement lancé par diverses personnalités intellectuelles, a aussi initié des rencontres visant à un rassemblement, sans résultat.

Ces rencontres se poursuivent, les échanges aussi. Tout reste ouvert avec Générations comme avec d'autres, pour construire, avec Ian Brossat comme tête de liste, une liste de rassemblement ouverte et portant l'exigence de rompre avec les Traités européens actuels.

Mais à moins de 100 jours du vote, nous continuons d'avancer et de proposer la liste soutenue par le PCF, nos partenaires des DROM-COM, ainsi que par République et Socialisme. Attendre davantage hypothéquerait la possibilité même de mener une campagne dynamique.

Nous lançons notre campagne, sans pour autant renoncer à tendre la main jusqu'au bout à ceux qui le souhaitent, ainsi que l'a décidé notre congrès. Nous porterons nos propositions avec l'objectif d'avoir des élu·e·s, et donc de dépasser les 5%.

Les sondages nous placent aujourd'hui à 2.5% ou 3%, ce qui rend parfaitement atteignable le seuil des 5%. C'est l'objectif qui doit devenir celui de tous nos militants et militantes, de nos élu·e·s, de nos électeurs et amis.

Redonner de la force et de la visibilité à nos idées, aux communistes et, à travers eux, au monde du travail et aux luttes sera utile ici comme à l'échelle de l'Europe. Cela suppose d'aller à la rencontre de nos concitoyens et concitoyennes pour gagner, une à une, les voix nécessaires.

Face à l'extrême gravité de la situation sur laquelle je me suis déjà longuement arrêté, nous voulons donner à voir des solutions de progrès, pour sortir de la crise en France comme en Europe.

Cela fait partie de notre histoire, dès 1979 et à toutes les élections européennes suivantes, notre parti a présenté une liste et fait entendre sa voix et ses propositions originales. Non par volonté de faire cavalier seul, mais parce que des désaccords

fondamentaux nous séparaient des autres composantes de la gauche, à propos de la conduite à tenir face à l'Europe des marchés et de la finance.

Nous nous inscrivons encore dans la continuité de notre engagement au sein du Parti de la gauche européenne, et entendons tout faire pour que, avec nos partenaires, les forces communistes, les forces progressistes soient présentes dans le débat européen.

Nous voulons que le Parti communiste, nos idées, nos combats soient de nouveau visibles, ce qui ne peut qu'être utile au combat que nous engageons en faveur d'une nouvelle Union populaire.

Nous proposons une liste, mais aussi un texte politique travaillé par nos député·e·s sortant·e·s, avec Francis Wurtz et les camarades qui animent notre travail européen.

Nous ne partons pas de rien. Le bilan celui de nos élus et du groupe de la GUE/NGL au Parlement européen, le travail réalisé par Marie-Pierre Vieu, Patrick Le Hyaric, ou Marie-Christine Vergiat - que je salue particulièrement, alors qu'elle a décidé de ne pas se représenter après deux mandats et un bel engagement à nos côtés - atteste de notre utilité.

Le rassemblement que nous proposons, c'est le rassemblement des luttes, c'est la France du monde du travail qui n'accepte plus ce qu'on lui fait subir. C'est l'arc-en-ciel des blouses blanches, des gilets jaunes, des cols bleus, des robes noires, des bottes vertes et des chasubles rouges, avec la très forte représentation du monde du travail : 50% de salariés et d'employés...

La liste co-conduite par Ian Brossat et Marie Hélène Boulard, ouvrière des Hauts-de-France, avec ses 77 autres candidats et candidates représentant plus de 52 départements, est à l'image des propositions que nous portons. Elle témoigne aussi de nos engagements féministe, anti-raciste ou internationaliste, du soutien que nous apportons aux migrants.

Elle est représentative des territoires et de tous les combats du moment, avec des maires et élu·e·s ruraux ou de grandes villes, des routiers, des dockers, des travailleurs et travailleuses de la santé, de l'industrie et de l'aéronautique.

Chaque nom est porteur d'une lutte, d'un engagement concret et d'espoirs largement partagés dans le pays.

Je parle, entre autres, et en m'excusant auprès de celles et ceux que je ne vais pas citer, de Mamoudou Bassoum gilet jaune et rouge champion d'Europe et animateur du mouvement dans la région centre... De Loïc Pen, médecin urgentiste... De Benjamin Amar, syndicaliste... De plusieurs maires ruraux ou de grandes villes populaires comme Michèle Picard, maire de Vénissieux... De personnalités engagées comme Elina Dumont, dont l'engagement a marqué les luttes à EDF, ou encore comme l'écrivaine Maryam Madjidi... Nombre de ces candidates et candidats ne sont pas adhérents du PCF.

Tous ces visages, à l'image de notre pays, du monde du travail, c'est la force de notre liste.

La semaine prochaine, le vote des communistes doit être l'occasion de donner d cela force à notre liste et à lan. Faisons en sorte qu'un maximum de nos adhérents s'approprie cette liste, nos axes de campagne. Faisons en sorte qu'un maximum d'adhérents repartent avec l'appel à voter pour gagner une à une les voix que nous voulons rassembler.

Un dernier mot et pas des moindres: Selon la commission nationale des comptes de campagnes et du financement des partis politiques, qui vient de publier son rapport, au journal officiel, le PCF est le 1er parti de France. Cette commission prend en compte le nombre de député·e·s et le nombre des adhérent·e·s et des cotisations. Nous sommes devant le Parti socialiste, puis Les Républicains et enfin le Rassemblement National. 1er parti de France, voilà un élément qui doit aussi nous donner confiance dans cette période, nous amener à redresser la tête. Cela doit être le cas dans de nombreux départements. Faites le savoir ! Profitez-en pour remettre des cartes et faire des adhésions. Nous sommes une force politique importante par les militants et militantes que nous rassemblons. Mettons cette force au service du progrès social, au service de la révolte qui gronde aujourd'hui, pour reprendre, enfin, le pouvoir à la finance.